LE PROBLÈME DU **SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL** ET COMMENT LE RÉSOUDRE

JUILLET, 2022

AUTRICES:
Laura Michéle et
Ana María Suárez-Franco

TRADUCTION:
Nellie Epinat

MISE EN PAGE:
Harjyot Khalsa

ILLUSTRATION:
Zago Brothers

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de la Friedrich Ebert Stiftung.
Son contenu relève de la seule responsabilité des éditeurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les opinions de la Friedrich Ebert Stiftung.

Publié par ***FIAN International*** avec le soutien de la ***Friedrich Ebert Stiftung.*** Juillet 2022.

LE PROBLÈME DU **SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL** ET COMMENT LE RÉSOUDRE

Le système alimentaire industriel nuit aux personnes et à la planète et compromet notre capacité à nous nourrir, à nourrir nos familles et nos communautés d'une manière saine, durable et digne.

Les Rapporteurs et Rapporteuses spéciaux des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, sur la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable et sur les substances toxiques ont décrit les principaux problèmes du système alimentaire industriel, en particulier en ce qui concerne la destruction de l'environnement et les violations des droits humains qui y sont liées. Ils et elles ont également décrit les mesures que les gouvernements devraient prendre pour évoluer vers des pratiques agroécologiques durables, saines et justes soutenant le droit à l'alimentation et à la nutrition et les droits humains de manière plus générale.

Ce questions-réponses (Q&R) résume leur analyse et leurs recommandations afin qu'elles puissent soutenir le travail de plaidoyer des communautés qui cherchent à transformer les systèmes alimentaires. Vous pouvez trouver les documents originaux ici :

Rapport de Michael Fakhri
sur les systèmes alimentaires (A76/237, 27 juillet 2021).

Rapport de David R. Boyd sur une alimentation saine et durable : réduire l'impact environnemental des systèmes alimentaires sur les droits de l'homme. (A/76/179, 19 juillet 2021).

Rapport de Marcos Orellana sur le droit à la science dans le contexte des substances toxiques (A/76/179, 19 juillet 2021).

¿CUÁL ES EL *PROBLEMA* DEL SISTEMA ALIMENTARIO INDUSTRIAL?

"(...) dans le domaine des systèmes alimentaires, le monde est dominé par des sociétés qui utilisent leurs richesses pour produire plus de richesses au lieu d'utiliser la vie pour produire plus de vie." (Fakhri, p. 9)

La façon dont les aliments sont produits, transformés, distribués, préparés et consommés dans nos systèmes alimentaires cause de nombreux maux. Il s'agit notamment de la destruction des écosystèmes, de l'exploitation des travailleurs et d'une alimentation et de régimes alimentaires malsains.

Le système alimentaire industriel est dominé par les entreprises et contribue largement à l'urgence climatique, à la perte de biodiversité, à la dégradation des sols, à l'épuisement des ressources en eau et à la pollution.

Ce système s'appuie fortement sur les produits chimiques et les combustibles fossiles et déplace et marginalise les pratiques agricoles que les communautés paysannes ont développées au fil des générations et qui fonctionnent en harmonie avec la nature. Grâce à une combinaison de mesures et de politiques publiques et privées, les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires sont de plus en plus dépendant·e·s des semences commerciales, des pesticides et des engrais contrôlés par de puissantes entreprises. Ces entreprises peuvent dicter les prix et pousser les paysan·ne·s dans un système d'"agriculture contractuelle", où ces derniers perdent tout pouvoir de décision sur ce qu'ils produisent et comment ils le font. Le système alimentaire industriel favorise également l'accaparement des terres et des ressources naturelles, sapant ainsi la capacité des communautés à se nourrir elles-mêmes. Les travailleur·euse·s agricoles et alimentaires, y compris les enfants, sont souvent exploité·e·s et exposé·e·s à des pesticides nocifs.

Le système alimentaire industriel est responsable de pathologies liées à la nourriture ultra-transformée promue par une publicité agressive. Les régimes alimentaires malsains sont responsables de dix millions de décès par an.

En outre, l'utilisation abusive d'antibiotiques dans l'élevage et l'aquaculture réduit l'effet de ces traitements lorsqu'ils sont nécessaires pour soigner les humains.

Chaque jour, l'industrie alimentaire renforce son pouvoir pour façonner les marchés et la recherche, et influencer les gouvernements et les politiques publiques à son avantage. Elle y parvient grâce aux milliards qu'elle gagne en exploitant les ressources naturelles et une main-d'œuvre bon marché. Cada día, la industria alimentaria aumenta su control sobre los mercados y la investigación, al tiempo que dirige las decisiones de gobiernos y políticas públicas según su beneficio. Es capaz de hacer esto gracias a los miles de millones que factura de la explotación de los recursos naturales y de la mano de obra.

COMMENT LE SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL **NUIT-IL À LA PLANÈTE?**

Le système alimentaire industriel est l'un des principaux responsables du changement climatique, en raison des émissions qu'il engendre et de la destruction des puits de carbone (par exemple, les plantes qui peuvent stocker le carbone afin qu'il ne se retrouve pas dans l'atmosphère). Il est à l'origine de 37 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre qui augmentent la température de la planète et provoquent des catastrophes telles que des épidémies, des inondations et des sécheresses. Une grande partie de ces émissions est due à la déforestation, lorsque l'agro-industrie transforme les forêts en terres agricoles pour produire des produits d'exportation tels que le bœuf, le soja et l'huile de palme.

L'intensification industrielle de l'agriculture est une "pratique extractive" qui perturbe les fondements de nos écosystèmes, avec des répercussions durables pour nos enfants et leurs enfants. Cela inclut l'utilisation excessive d'eau douce, notamment par l'industrie de l'élevage, et la pollution de l'eau potable par les pesticides, les engrais et les déchets animaux. L'agriculture industrielle est également responsable de la pollution de l'air, de la dégradation et de l'érosion des sols, qui menacent la base même de notre alimentation.
Le système alimentaire industriel détruit la diversité biologique en favorisant les monocultures (la culture d'une seule plante à la fois dans un champ), en menaçant les systèmes de semences paysans et en promouvant des régimes alimentaires basés sur une gamme très étroite de cultures. La surexploitation, la pollution et la destruction des zones de pêche ont fait qu'un tiers des poissons d'eau douce sont menacés d'extinction. L'utilisation de pesticides a entraîné une disparition massive des insectes et des oiseaux qui s'en nourrissent, déséquilibrant ainsi le fonctionnement de la nature.

Le système alimentaire industriel, ainsi que la pollution, la destruction de l'environnement et la déforestation qui l'accompagnent, constituent un terrain idéal pour les zoonoses - maladies transmises par les animaux aux humains - telles que la COVID-19. Les mauvaises conditions de travail et les abus environnementaux dans l'industrie alimentaire ont également contribué à leur propagation.

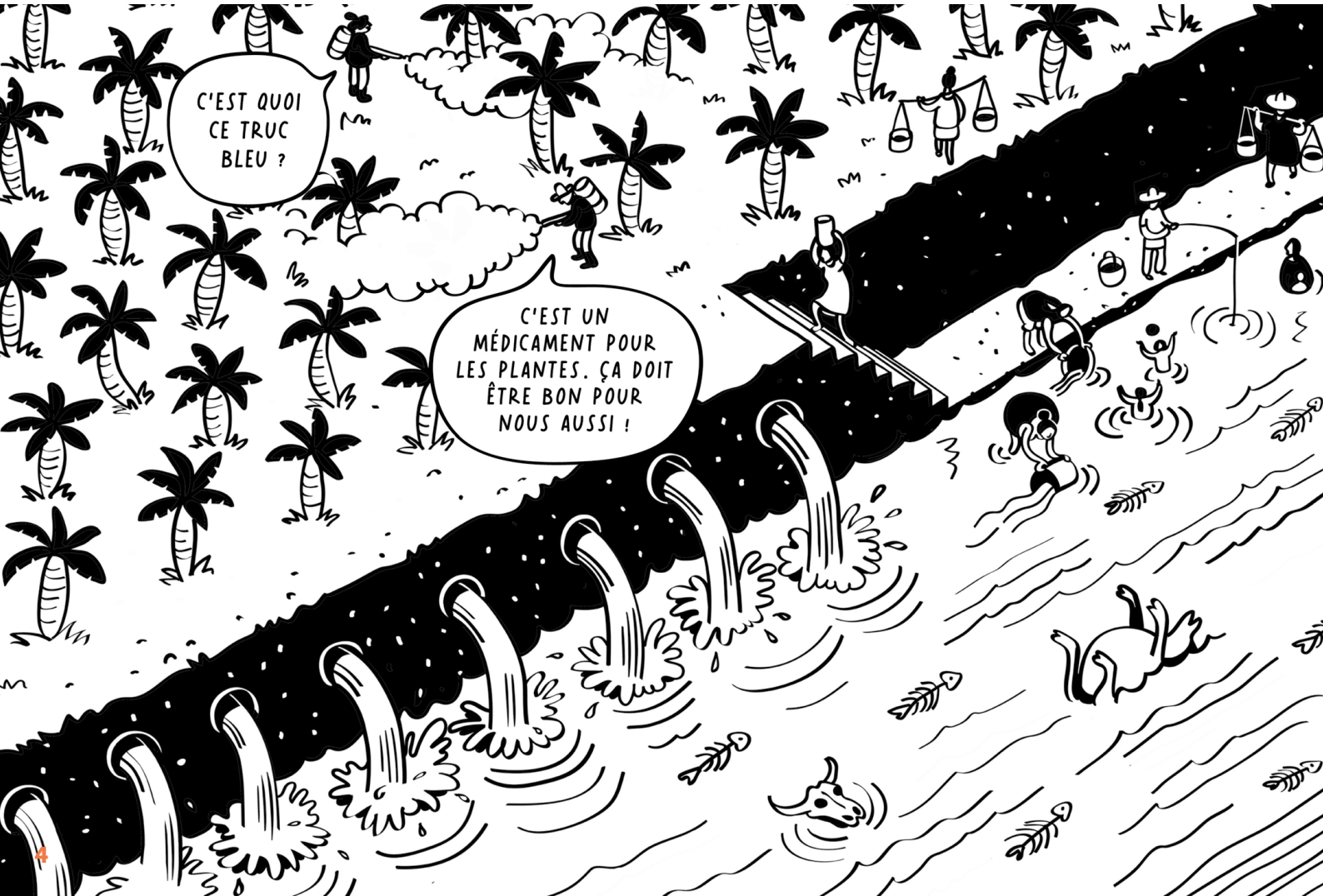
QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR LE **DROIT DES PERSONNES À L'ALIMENTATION** ET **LES DROITS CONNEXES?**

Les impacts environnementaux du système alimentaire industriel creusent les inégalités existantes et provoquent de multiples violations des droits humains.

La pollution de l'eau, de l'air, du sol et des aliments par les produits chimiques toxiques utilisés dans l'agriculture industrielle a des effets considérables sur la santé des paysan · ne · s, des travailleur · euse · s, des communautés environnantes et des consommateur · rice · s, et peut provoquer des décès prématurés.

Les pesticides agricoles empoisonnent régulièrement les travailleur · euse · s et les paysan · ne · s. On estime que les pesticides sont responsables de 200 000 décès par empoisonnement aigu chaque année. Ils sont liés à des maladies graves, notamment des cancers, des accidents vasculaires cérébraux, des anomalies congénitales et des troubles neurodégénératifs tels que la maladie de Parkinson, et sont particulièrement nocifs pour les femmes et les enfants. Les enfants exposés aux pesticides - par exemple lorsqu'ils travaillent dans des fermes, jouent sur des sols contaminés ou boivent de l'eau contaminée - peuvent subir de graves dommages dans leur développement cognitif et physique.

La pollution de l'eau et l'utilisation excessive de l'eau par l'agriculture industrielle entraînent également un manque d'eau pour les communautés locales. Cela a des répercussions directes sur leurs droits à l'eau et à la santé. Cela a également un impact sur leur droit à l'alimentation et à la nutrition, en réduisant leur capacité à cultiver et à préparer les aliments, et peut entraîner des maladies d'origine hydrique qui affectent leur nutrition et leur santé. La capacité des communautés à cultiver leur propre nourriture et à gagner leur vie est également gravement compromise par leur exposition à des conditions météorologiques changeantes et sévères, à des catastrophes naturelles et à la destruction de l'environnement, notamment la dégradation des sols.



COMMENT *TRANSFORMER* LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR GARANTIR LE **DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION?**

> ***"(…) la transformation des systèmes alimentaires qui exploitent des millions de travailleurs, qui compromettent la santé de milliards de personnes et qui infligent des milliards de dollars de dommages environnementaux est moralement et juridiquement impérative pour respecter, protéger et réaliser les droits humains."*** (Boyd 2021, p. 26)

Nous ne pouvons plus compter sur la croissance économique pour vaincre la faim et la malnutrition. Le droit à un environnement sain est protégé par la loi dans la grande majorité des pays. Les systèmes alimentaires sains et durables sont un élément central de ce droit, comme le confirment un certain nombre de tribunaux et d'institutions nationales des droits humains dans toutes les régions. Transformer les systèmes alimentaires pour qu'ils deviennent sains, durables et justes est essentiel pour lutter contre la crise environnementale mondiale.

L'agroécologie s'attaque à de nombreuses faiblesses du système alimentaire industriel. Elle remet en question les dynamiques de pouvoir (y compris celles entre les femmes et les hommes), souligne l'importance de l'accès et du contrôle des personnes sur les connaissances et les ressources et conduit à des améliorations concrètes dans le droit à une alimentation et une nutrition adéquates (RtFN).

Cette approche imite les processus écologiques et les interactions biologiques. Elle produit généralement des rendements plus élevés que l'agriculture industrielle. Comme elle utilise moins de produits chimiques, elle est moins nocive pour l'environnement. Elle corrige également les dommages causés par le système alimentaire industriel : elle réduit les émissions de gaz à effet de serre, rétablit la santé des sols, protège la diversité biologique et diminue le risque de pandémies. En outre, elle soutient la construction collective des connaissances, rapproche consommateur · rice · s et producteur · rice · s, assure des moyens de subsistance décents aux personnes travaillant dans les systèmes alimentaires et favorise l'équité sociale.

QUE DOIVENT FAIRE LES *GOUVERNEMENTS* POUR TRANSFORMER LES **SYSTÈMES ALIMENTAIRES?**

"Les répercussions environnementales dévastatrices des systèmes alimentaires industriels et des régimes alimentaires malsains qui y sont associés sur l'exercice d'un ensemble très divers de droits humains donnent aux États de lourdes responsabilités en matière de prévention de ces atteintes. Les États doivent adopter une démarche fondée sur les droits à toutes les lois, réglementations, politiques et actions liées à l'alimentation, afin de minimiser les répercussions négatives sur l'environnement et sur les droits humains." (Boyd 2021, p. 17)

1. Les gouvernements doivent réduire l'utilisation des **produits agrochimiques** et interdire les plus dangereux. Ils doivent cesser d'exporter les produits agrochimiques interdits dans leur propre pays et introduire des réglementations plus strictes et des taxes plus élevées sur les produits agrochimiques. L'argent de ces taxes doit être utilisé pour soutenir les producteurs dans la réduction des pesticides et la transition vers l'agroécologie. Les États doivent surveiller attentivement la pollution causée par les produits agrochimiques et leur impact sur la santé des personnes.

2. Les **antibiotiques** ne devraient être autorisés que pour le traitement médical d'animaux individuels. L'élevage intensif doit cesser. L'agriculture industrielle doit faire l'objet d'une réglementation plus stricte afin de prévenir la propagation des zoonoses.

3. Les gouvernements doivent fournir un soutien technique aux **pratiques agricoles qui restaurent la santé des sols,** notamment l'utilisation d'engrais organiques, la rotation diversifiée des cultures et le compostage.

4. Ils doivent adopter et appliquer des lois pour **mettre fin à la déforestation** et à la conversion en terres agricoles, tout en prévoyant des exemptions appropriées pour les petits producteurs.

5. Ils doivent encourager la **diversification** des cultures et la rendre obligatoire pour les grandes plantations de monoculture. Les systèmes alimentaires devraient faire partie des stratégies de biodiversité.

6. Les gouvernements doivent protéger les **systèmes de semences paysans** (le droit des paysans de conserver, d'utiliser et d'échanger des semences et des races de bétail adaptées localement) et veiller à ce que les lois nationales et internationales ne leur portent pas atteinte. Ils doivent faire revivre et soutenir les variétés traditionnelles ainsi que les connaissances et pratiques ancestrales qui y sont liées. De même, ils devraient protéger et restaurer la **biodiversité de la mer.**

7. Il faut réformer les **règles du commerce international** et mettre fin aux accords agricoles injustes. Les nouvelles règles commerciales doivent être fondées sur les droits humains, garantir l'équité et soutenir la transition vers des systèmes alimentaires durables et l'agroécologie.

8. Les gouvernements doivent investir dans l'infrastructure des **marchés territoriaux** aux niveaux local, national et régional. Ils doivent également soutenir les coopératives de producteur·rice·s et de consommateur·rice·s qui facilitent l'échange de connaissances et l'adoption de pratiques agroécologiques. Ils doivent réviser les politiques qui privilégient les supermarchés au détriment des marchés agricoles informels.

9. Les gouvernements doivent protéger et renforcer le **droit** des petit·e·s producteur·rice·s d'aliments, en particulier des femmes, **à la terre et aux autres ressources naturelles**, notamment par le biais de réformes foncières.

10 Ils doivent élaborer des directives sur la nutrition intégrant les questions de santé et de durabilité et mettre en œuvre des programmes nationaux de **repas scolaires** gratuits offrant à tous les enfants une alimentation saine. Les aliments destinés à ces établissements et à d'autres institutions publiques (comme les hôpitaux) devraient être achetés auprès de producteurs locaux et préparés dans les cuisines des écoles.

11 Les gouvernements doivent interdire la promotion des **aliments et boissons ultra-transformés** auprès des enfants et imposer des taxes et des étiquettes d'avertissement afin de réduire la consommation de ces produits.

12 La **gouvernance des systèmes alimentaires** doit changer fondamentalement. Les droits et les moyens de subsistance des plus défavorisés - notamment ceux qui n'ont pas accès à la terre et à une alimentation saine et durable, ou dont le droit à un environnement sain est menacé ou violé - doivent être prioritaires. Ils doivent pouvoir participer lorsque les gouvernements élaborent de nouvelles politiques en matière d'alimentation. La participation des femmes, en particulier, doit être renforcée. La transformation des systèmes alimentaires doit se fonder sur des solutions propres aux populations, plutôt que d'être imposée par des "experts".

13 Les gouvernements doivent intégrer le RtFN et le droit à un environnement sain et durable dans les lois nationales, avec des mécanismes permettant de faire répondre les autorités et les entreprises de leurs actes.

14 Les Déclarations des Nations Unies sur les droits des paysans (UNDROP) et sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) doivent être appliquées lorsque les gouvernements adoptent de nouvelles lois et politiques. De même, ils doivent appliquer les Directives sur les régimes fonciers et sur la pêche durable à petite échelle pour empêcher l'accaparement des terres, de l'eau et des ressources naturelles. Ils doivent également veiller à ce que les travailleur · euse · s agricoles et alimentaires soient protégé · e · s par le droit du travail.

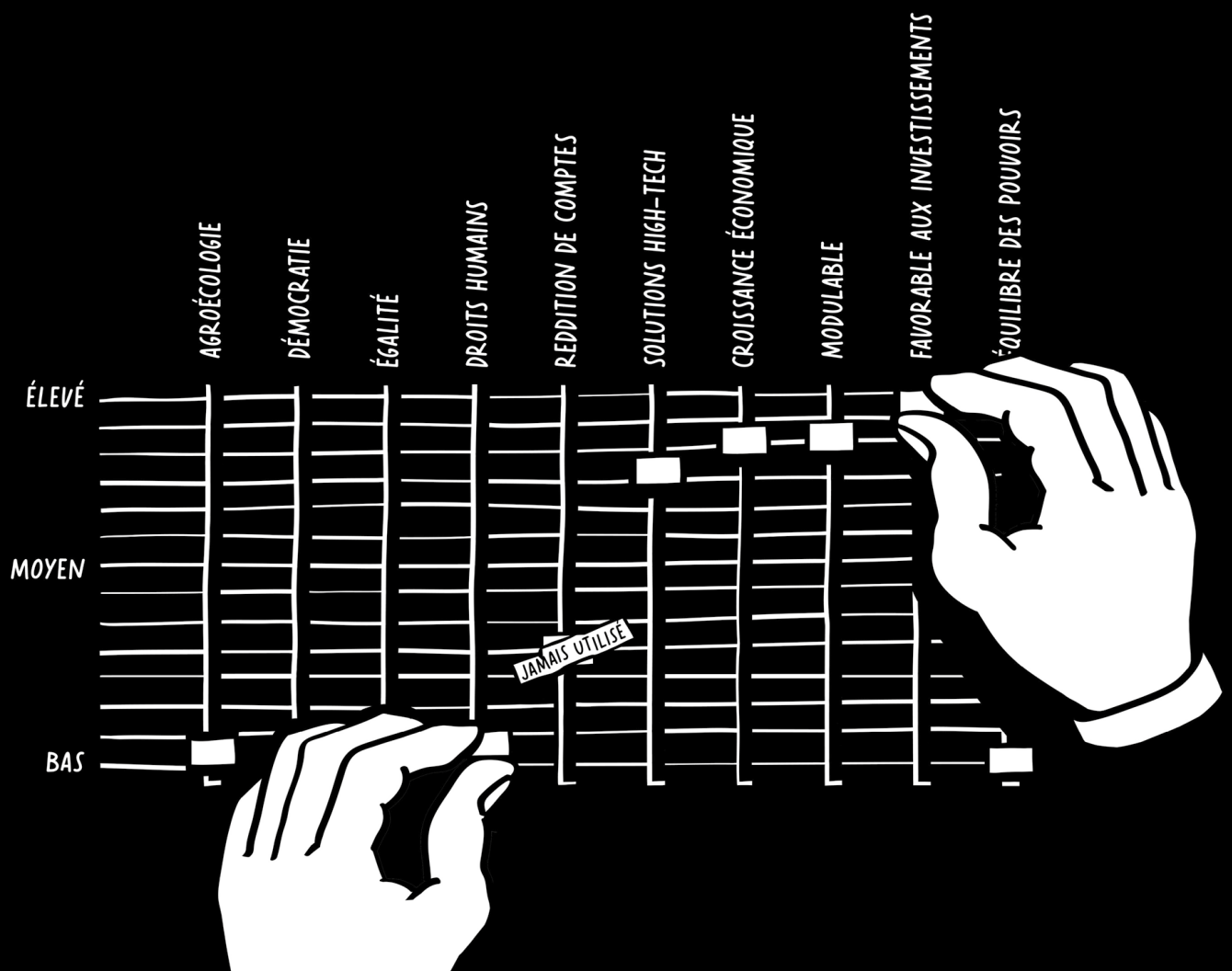
15 Il est impératif de réduire le **pouvoir des entreprises** dans les systèmes alimentaires, notamment par le biais d'une législation défavorable à la concentration excessive. L'achèvement des négociations sur un accord international visant à réglementer les sociétés transnationales est également essentiel à cet égard.

16 Les gouvernements doivent limiter le **lobbying des entreprises** et les dons de l'industrie alimentaire et de ses associations professionnelles, ainsi que toute autre tentative d'influencer les politiques liées aux systèmes alimentaires.

QUEL *RÔLE POUR LA SCIENCE* DANS LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES?

Les connaissances scientifiques jouent un rôle fondamental dans les politiques de systèmes alimentaires efficaces fondées sur les droits humains. Elles permettent notamment de protéger les personnes contre les substances toxiques issues de l'agriculture industrielle et de trouver des moyens de les réduire et de les éliminer progressivement.

Cela ne fonctionne évidemment pas lorsque la science est utilisée à mauvais escient pour soutenir des positions politiques et des idéologies qui protègent de puissants intérêts commerciaux liés à des substances toxiques.



QU'EST-CE QUE LE **DROIT À LA SCIENCE?**

« Le modèle des sciences participatives, qui lie la recherche scientifique aux besoins des populations, peut contribuer à la pertinence et à l'utilité de la recherche scientifique en ce qu'il vise à faire en sorte que les bienfaits de la science profitent aux personnes qui en ont besoin. […] Ces connaissances donnent aux populations locales les moyens d'agir. » (Orellana 2021, pp. 9-10)

Le droit à la science reconnaît et place sur un pied d'égalité la science populaire - la science par et pour les gens - et la science académique. Les populations devraient avoir leur mot à dire dans le développement de la science qui les concerne, y compris dans la collecte et l'interprétation des informations. Le droit à la science peut contribuer à la lutte contre les informations trompeuses souvent utilisées pour influencer les politiques et les processus juridiques. Il permet de s'assurer que la science est fondée sur les besoins des personnes et contribue à des politiques d'utilité publique.

QUELLES MESURES LES *GOUVERNEMENTS* DOIVENT-ILS PRENDRE POUR RÉALISER LE DROIT À LA SCIENCE?

1. Les gouvernements doivent s'assurer que les substances chimiques ont été correctement évaluées et que les informations scientifiques ont été communiquées avant que ces substances ne soient autorisées à la vente. Les autorités doivent tenir compte des nouvelles recherches et actualiser en conséquence les mesures de protection contre les substances toxiques.

2. Lorsque les preuves scientifiques sont controversées ou peu claires et qu'il existe un risque élevé ou irréversible pour les droits humains, les gouvernements doivent appliquer le "principe de précaution". Ils ne doivent pas autoriser la vente ni l'utilisation d'un produit agrochimique qui risque d'avoir des effets graves sur la santé humaine, même si ces effets n'ont pas été prouvés.

3. Les informations scientifiques sur lesquelles se fondent les politiques, les lois et les règlements doivent être rendues publiques dans un format compréhensible par toutes et tous.

4. Les gouvernements doivent veiller à ce que les populations, en particulier les communautés et groupes affectés, puissent participer de manière significative à la conception, l'adoption et la mise en œuvre des politiques concernant les produits agrochimiques et autres substances toxiques.

5. Ils doivent soutenir la recherche sur les produits toxiques et les déchets centrée sur l'intérêt public et non sur celui des entreprises, et créer un environnement sûr pour la recherche.

6. Les gouvernements doivent créer des politiques sur l'intégrité scientifique (véracité) et mettre en place des mesures destinées à exposer et à prévenir les conflits d'intérêts. Par exemple, la recherche sur les effets des pesticides sur la santé ne devrait pas être financée par des entreprises qui tirent profit de ces pesticides.